

SESSIONI URDINARIA DI U 2021

RIUNIONI DI U 21 DI GHJINNAGHJU DI U 2021

N° 2021 /M2/39

**QUISTIONI URALI DIPUSITATA DA Liviu Leandri
À nomu di u gruppu « Custruimu l'avvene »
À l'attinzioni di u Prisententi di u Cunsigliu Esecutivu è di u Prisententi di
l'Assemblea di Corsica.**

Objet : Stratégie politique adoptée afin de faire entendre les revendications du peuple corse

Monsieur le Président du Conseil Exécutif, Monsieur le Président

Il y a deux ans, Lors de la session du 6 Février 2019 nous vous interpellions sur la stratégie à mettre en place afin de satisfaire les revendications fondamentales dont les corses vous ont fait les porte-paroles en vous amenant à la tête des institutions insulaires en 2015 puis en 2017.

Il nous paraît important de faire un bref rappel :

En 2015, l'arrivée de votre majorité au pouvoir, souhaitée par des milliers de corses soucieux de l'avenir de leur île, porteuse de renouveau, a su nous donner l'espoir : l'espoir de voir la Corse et son peuple s'émanciper, l'espoir de voir enfin sur notre terre la marque de la démocratie.

Malheureusement, nous avons depuis été plongés dans un rapport où le respect et la démocratie, légitimes aspirations d'un peuple aux racines fortes, n'ont pu être accordés par l'état souverain. Notre île est depuis plongée dans un climat politique particulier, rythmé par les rapports de force entre votre majorité et l'état, qui n'a eu de cesse de mener une politique qui ne saurait être qualifiée autrement que d'outrageante, dont il n'est pas inutile ici de dresser un bref historique :

En 2017, fort d'une entrée saluée et remarquée aux responsabilités avec 56% des voix lors des élections de Décembre, vous preniez part aux discussions concernant l'entrée de la Corse dans la

Constitution, afin de faire valoir nos spécificités et d'obtenir pour notre île une autonomie "de plein droit et de plein exercice". Malheureusement, oubliées les promesses de campagne du candidat Macron, le dialogue démocratique que vous essayez de mener avec l'Etat a été mis à mal par vos interlocuteurs, à quand sourds aux revendications de notre peuple, à quand muets lorsqu'il s'agissait de proposer des solutions aux problématiques qui touchent notre île.

Plus tard, Outre le discours humiliant d'Emmanuel Macron à l'Alb'oru à l'encontre de notre peuple que vous représentiez, les négociations concernant le contenu de l'article constitutionnel relatif à la Corse n'ont été qu'une vaste plaisanterie, un acte méprisant tant à l'encontre des corses qu'au vôtre, les dés étant jetés bien avant votre arrivée à Paris.

Bien las, face à une politique volontairement méprisante de l'Etat et de ses représentants, parfois tant au niveau local qu'au niveau national, nous avons vu se succéder myriade de représentants, ministres, préfets, qui n'ont au mieux que suivi passivement l'évolution de la Corse, au pire précipité le débat plus bas encore qu'à son origine : comment ne pas se sentir outragés, lorsque des représentants de l'Etat demandent à une assemblée élue au suffrage universel de retirer une motion portant soutien à un peuple en proie à une agression injuste ? Comment ne pas se sentir outragés, alors que l'Etat refuse d'aider la Corse à se relever d'une crise sans précédent ? Comment ne pas se sentir outragés par une telle politique jouant et appuyant sur chaque faiblesse de nos institutions, comme pour mieux les renverser ? Est-ce donc cela, la communication selon Paris ?

Bien las je le disais, d'évoquer ce que nous sommes en droit d'appeler une agression, je voudrais au contraire, messieurs les présidents, réaffirmer ici le soutien que les corses vous portent. Oui, la Corse, terre de liberté, de droit, et d'honneur, doit s'émanciper, et cela, avec ou sans l'aide de la France. Oui, nous vous soutiendrons, mais nous voulons aussi vous rappeler que considérant que notre combat pour l'émancipation de notre terre, de notre peuple, est un combat juste, il est de notre devoir à tous, représentants politiques, agriculteurs, chercheurs, entrepreneurs, jeunes et moins jeunes gens soucieux de l'avenir de leur terre de ne pas baisser les bras. Paris, capitale, ne saura ordonner, car elle a perdu cette légitimité populaire, que nous avons placée en 2015 puis en 2017 entre vos mains.

Le peuple corse a ainsi décidé de soutenir massivement la voie pacifique que vous empruntez, _ses mobilisations en votre soutien, à chaque fois que vous l'avez sollicité en sont d'ailleurs la preuve_ vous laissant une entière liberté d'action afin de dialoguer et négocier avec l'Etat. Si vous avez le soutien des corses, il est conditionné par l'obtention de résultats quant aux revendications portées en 2015 et 2017, revendications allant bien au-delà du seul électorat nationaliste. Fort de ces considérations, je vous pose ici les questions suivantes :

Notre seule chance réside-t-elle uniquement dans l'avènement hypothétique d'un gouvernement national français qui entendra enfin que le peuple corse existe, peuple qui sait mieux que quiconque, à Paris, Lyon, Strasbourg ou Marseille ce qui est bon pour lui ?

Comment, désormais, débloquer la situation afin de satisfaire les revendications fondamentales dont les corses vous ont fait le porte-parole, en s'affranchissant d'un rapport de force avec l'Etat ?